

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEREOS FRANCE

Sucrerie
51230 Fère-Champenoise

Références : D1 i 2025-1156
Code AIOT : 0005701515

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté Sucrerie 51230 Fère-Champenoise. L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS FRANCE
- Sucrerie 51230 Fère-Champenoise
- Code AIOT : 0005701515
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement TEREOS France à Connantre est spécialisé dans l'extraction du sucre de la betterave. Il s'agit d'une activité saisonnière qui a lieu de septembre à janvier pour la campagne betteravière puis en avril/mai (campagne sirop). Les installations fonctionnent alors en continu 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Légionelles / prévention légionellose
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Sans objet
2	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet
4	Suivi du vieillissement des structures	AP Complémentaire du 23/04/2021, article 9.3.4	/	Sans objet
5	Prévention des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I 2.b	/	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 7.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Point PACs	AP Complémentaire du 23/04/2025, article 4.4.2.2 / 4.4.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune suite n'est proposée sur cette inspection. Néanmoins des documents seront à envoyer par l'exploitant pour le suivi de certains sujets (vieillissement silos, bruit, piézomètres).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERP
Prescription contrôlée :
La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.

Constats :
La déclaration a été validée par l'exploitant le 31/03/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; -la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; -les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation. <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

<p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <p>-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</p> <p>-la quantité par nature du déchet ;</p> <p>-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;</p> <p>-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration comprend l'ensemble des éléments attendus sur GERP.</p> <p>Deux anomalies sont mises en gras sur la déclaration, c'est à dire qu'il y a eu une forte évolution par rapport à l'année N-1.</p> <p>Cela concerne d'une part, l'augmentation du taux de CO2 non biomasse, cette augmentation s'explique par l'augmentation de la production. L'exploitant a pu montrer la corrélation entre l'augmentation du CO2 non biomasse et les chiffres de la campagne betterave commencée 10 jours avant en 2024.</p> <p>La seconde anomalie concerne les taux d'arsenic, de zinc et de nickel dans le sol. Elle était déjà présente en 2023 et s'explique par un changement de méthode de calcul par l'exploitant depuis 2023. L'exploitant réalise maintenant une moyenne pondérée ce qui n'était pas le cas avant. Les résultats devraient donc être stables sur les prochaines années, l'Inspection restera vigilante sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour),</p>

sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

Constats :

Concernant l'autosurveillance remplie sur GIDAF, il n'y a que les résultats pour la surveillance de la légionelle sur les Tours Aéroréfrigérantes (TAR). Les résultats ne présentent pas de dépassements sur la dernière année.

Il existe un cadre pour les eaux souterraines et superficielles mais ce suivi n'est pas nécessaire pour ce site.

En effet, ces thématiques sont suivies via le bilan annuel de campagne permettant une analyse des résultats, comme demandé dans l'arrêté inter-préfectoral sur l'épandage 2021-APC-083-IC. Ce point avait été vu et validé par la DREAL en 2021. Ces cadres seront donc enlevés par l'Inspection. De plus, ce site est suivi par l'Agence Eau Seine Normandie (AESN) dans le cadre du Suivi Régulier des Rejets (SRR).

Il est à noter que les rejets d'eau pour ce site se font uniquement via l'épandage des eaux de sucrerie. Le suivi est donc sur les eaux épandues et sur les piézomètres de la zone d'épandage.

Les autres points de cette action annuelle ne seront donc pas traités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi du vieillissement des structures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/04/2021, article 9.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi silo Annulaire Nord

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel périodique des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration.

Constats :

Suite à l'inspection du 17/11/2023, l'exploitant a respecté la procédure mise en place (E-P-CSU-001) et les engagements pris. Il a réalisé l'inspection des parois de son silo annulaire nord en septembre 2025 comme prévu.

Lors de cette inspection, le prestataire a identifié, par échantillonnage, des fils détendus dans la structure du silo (3 sur 60 observés). L'exploitant a informé l'Inspection le 18/09/2025 de ce problème survenu pendant le diagnostic. Les autres inspections réalisées en 2023 et 2024 (silo annulaire sud, central sud et central nord) n'avaient pas présentées de soucis.

Afin d'approfondir le diagnostic et d'avoir une vision exhaustive de l'état structurel de la paroi externe du silo, l'exploitant a décidé de mettre en place un monitoring sur ce silo sur plusieurs

<p>mois. Le suivi est réalisé par un prestataire externe.</p> <p>Les capteurs ont été mis en place le 22/09/2025, le remplissage du silo a débuté le 05/10/2025. Les résultats sont pour l'instant plutôt rassurants selon l'exploitant car ils démontrent une résistance mécanique suffisante de la structure. Le prestataire réalise un rapport d'analyse mensuel. Le rapport final sera rendu d'ici mars 2026. L'installation de ce monitoring a pu être constatée lors de la visite.</p> <p>L'Inspection constate que l'organisation générale mise en place sur le suivi du vieillissement et présentée en 2023 est suivie par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant enverra à l'Inspection le diagnostic final sur le silo annulaire Nord dès réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des légionelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I 2.b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Changement de stratégie de traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L. La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'Inspection par un courrier daté du 19/09/2025 d'un changement de stratégie sur les TAR des circuits 2DI et 3DI.</p> <p>Suite à ce changement de stratégie, l'exploitant a bien prévu des analyses hebdomadaires pendant deux mois. Sur les analyses déjà réalisées, aucun dépassement n'a été constaté, ces analyses sont prévues jusqu'au 19/11/2025.</p> <p>De plus, l'exploitant a mis à jour le 02/09/2025 ses Analyses Méthodiques des Risques (AMR) ainsi que les consignes associées, aucun risque supplémentaire, ni aucun changement de niveau de risque n'ont été identifiés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 7.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Résultats des mesures triennales</p>

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 10/04/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Ces mesures se font au moins une fois tous les 3 ans.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la dernière visite, l'exploitant a mis en place le 29/10/2025 le silencieux sur le conduit 13, cette mise en place a été constatée lors de la visite.</p> <p>Les mesures de bruit seront réalisées d'ici la fin de l'année afin de valider cette mesure corrective.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le prochain rapport de contrôle de bruit pour le premier trimestre 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Point PACs

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/04/2025, article 4.4.2.2 / 4.4.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, 4120 / Connexion bassins et épandage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.4.2.2. Dispositions spécifiques au site</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bassins de stockage des effluents <p>L'établissement dispose de bassins de stockage des effluents dont la répartition est la suivante [...]</p> <p>L'exploitant identifie les modes de défaillances possibles de ces ouvrages ainsi que les modalités de contrôle pour pallier les modes de défaillances identifiés. Des consignes sont rédigées. [...]</p> <p>Elle est contrôlée par un réseau de piézomètres implantés en accord avec l'hydrogéologue agréé dans le cadre de la surveillance ces nappes phréatiques. Le réseau de piézomètres est défini dans l'arrêté bi-départemental relatif à l'épandage réglementant le site. [...]</p>

Article 4.4.2.3. Destination des effluents

Les sols des ateliers, hangars, cours, aires de circulation et d'une façon générale de tout emplacement susceptible de recevoir des eaux industrielles doivent comporter un revêtement étanche et résistant aux sollicitations mécaniques et chimiques qu'il peut subir et présenter une pente convenable facilitant l'écoulement des eaux et leur collecte par le réseau d'eaux usées.

Les dispositions applicables aux eaux destinées à l'épandage telles que définies dans le présent article sont définies dans un arrêté inter préfectoral Marne-Aube, distinct du présent arrêté. [...]

Constats :

Différents porters à connaissance (PAC) sont en cours d'instruction par l'Inspection et concernent un changement de rubrique 4120, la connexion des bassins et du plan d'épandage de Morains et l'épandage des eaux de TAR.

Le porter à connaissance sur le changement de rubrique 4120 n'amène pas de remarque de l'inspection.

Concernant celui sur la connexion des bassins, un document consolidé sur les piézomètres devra être fourni afin de l'intégrer en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire (APC).

Concernant l'épandage des eaux de TAR, le dossier a été revu avec l'exploitant et semble complet.

Les instructions seront donc finalisées sur ces différents PACs et un APC sera proposé au préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Aucune suite n'est proposée sur ce constat, l'exploitant devra néanmoins envoyer le plan complet et la liste consolidée des piézomètres afin de compléter son porter à connaissance.

Type de suites proposées : Sans suite